

**LES STRATEGIES FRANÇAISES
DANS LE PACIFIQUE SUD
FACE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES**

Colloque final du projet STRAFPACC

**Paris - Ecole militaire - Amphithéâtre De Bourcet
5 et 6 juillet 2018**



Inscription gratuite et obligatoire :

<https://www.weezevent.com/strafpacc>

(accès à l'Ecole militaire uniquement sur présentation d'une pièce d'identité)

**Le colloque sera également l'occasion de découvrir l'exposition photographique
« [Escalaes Outre-mer, la France grandeur nature](#) » et une exposition sur le rôle
des forces armées françaises dans la protection de la biodiversité outre-mer.**

Jeudi 5 juillet

8h30 - Café d'accueil

9h00 - Mots de bienvenue

Olivier CARON - Directeur du CSFRS

9h15 - Propos introductif : Présentation du projet STRAFPACC

Sabine LAVOREL - Maître de conférences en droit public, Centre de Recherches juridiques (CRJ), Université Grenoble Alpes. Porteuse du projet STRAFPACC.

9h40 13h00	Quelles coopérations dans le Pacifique sud face aux changements climatiques ?
9h40	Le renouveau de la coopération régionale dans le Pacifique à l'aune des changements climatiques Victor DAVID - Chercheur en droit public, UMR Gouvernance, Risque, Environnement, Développement (GRED) - IRD, Centre IRD de Nouméa
10h10	Questions / Pause
10h30	<i>Les enjeux liés au zonage de l'espace maritime océanien</i> <i>Présidence : Marta TORRE-SCHAUB, Directrice de recherche au CNRS, Université Paris I Panthéon Sorbonne</i> <ul style="list-style-type: none">• La coopération en matière de délimitation des zones maritimes Sabine LAVOREL - Maître de conférences en droit public, CRJ, UGA• La coopération en matière de surveillance des zones maritimes, de gestion des catastrophes climatiques et d'anticipation sécuritaire environnementale Capitaine de frégate Jérôme CHARDON - Ministère des Armées, Direction générale des relations internationales et de la stratégie, Chef du bureau Asie-Pacifique• La coopération en matière d'îles artificielles dans le Pacifique Hervé Raimana LALLEMANT-MOE - Chercheur à l'Université de la Polynésie française, correspondant national du Centre International de Droit Comparé
11h30	Questions et débat
11h45	<i>Les enjeux liés à la protection de l'environnement marin océanien</i> <i>Présidence : Vladimir RYABININ, Secrétaire exécutif de la Commission océanographique intergouvernementale et Sous-Directeur général, UNESCO (sous réserve de confirmation)</i> <ul style="list-style-type: none">• La coopération en matière de pêche et de préservation des ressources halieutiques Valérie ALLAIN - Chargée de recherche ressources halieutiques, Communauté du Pacifique (CPS), Oceanic Fisheries Programme• La coopération en matière de protection de l'océan Franck CONNAN - Ministère de la Transition écologique et solidaire / Programme régional océanien de l'environnement (PROE)
12h30	Questions et débat / Déjeuner

14h30 16h45	Quels enjeux diplomatiques dans le Pacifique sud face aux déplacements climatiques ?
14h30	<p><i>Etat des lieux des « mobilités climatiques » dans la région sud-pacifique</i></p> <p><i>Présidence : Serge TCHERKEZOFF, Directeur d'études à l'EHESS</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • De l'insularité des îles : une typologie des petits Etats et territoires insulaires François GEMENNE - Chercheur en science politique, FNRS Senior Research Associate, Université de Liège • Les migrations potentiellement induites par les changements climatiques dans les îles du Pacifique francophone : peut-il y avoir un modèle de migration unifié et culturellement cohérent? Élisabeth WORLICZEK - Docteure en anthropologie culturelle et sociale, Université BOKU (Autriche) • Habiter et se déplacer entre les îles en Océanie dans le contexte du changement climatique: le cas de la Polynésie française Émilie CHEVALIER - Doctorante en géographie, GEOLAB (Université de Limoges) / School of Geosciences (University of Sydney)
15h45	Questions et débat
16h00	<p><i>Enjeux des « mobilités climatiques » dans la région sud-pacifique</i></p> <p><i>Présidence : Serge TCHERKEZOFF, Directeur d'études à l'EHESS</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • La coopération régionale en matière de ressources foncières et en eau dans le contexte des « mobilités climatiques » et de l'adaptation au changement climatique Dalila GHARBAOUI - Doctorante en science politique, Observatoire Hugo (Université de Liège) / Macmillan Brown Center for Pacific Studies (University of Canterbury) • Une convention régionale pour protéger les droits des « déplacés climatiques » dans le Pacifique sud ? Victor DAVID - Chercheur en droit public, GRED-IRD, Centre IRD de Nouméa
17h00	Questions et débat / pause
17h30 18h30	Quelles perspectives de coopération régionale face aux changements climatiques ?
17h30	<p>Propos conclusifs de la première journée</p> <p>Lucie DELABIE - Professeure de droit public, Centre Universitaire de Recherches sur l'Action Publique et le Politique (CURAPP), Université de Picardie Jules Verne</p> <p>Discutante : Nathalie MRGUDOVIC - Chercheure en science politique, Université d'Aston (Birmingham)</p>
18h15	Débat terminal de la première journée
18h30	Cocktail

9h-13h00 Une (re)définition de la stratégie française dans la zone sud-pacifique ?

9h *Stratégie française ou stratégie des territoires français du Pacifique ?*
Présidence : Sarah MOHAMED-GAILLARD, Maître de conférences à l'Institut national des langues et civilisations orientales (INALCO)

- **La mobilisation stratégique des ressources politiques environnementales dans les territoires français du Pacifique sud**

Rudy BESSARD - Chercheur en science politique, Centre Montesquieu de Recherches Politiques, Université de Bordeaux / Gouvernance et Développement Insulaire, Université de Polynésie française

- **L'évolution des relations entre les territoires français du Pacifique sud et la métropole, à l'aune des changements climatiques**

Scarlett MITRAN - Analyste juridique, Centre IRD de Nouméa

Émilie CHEVALIER - Doctorante en géographie, GEOLAB (Université de Limoges) / School of Geosciences (University of Sydney)

Stratégie française ou stratégie européenne ?

- Intervenant de la Direction générale 'Coopération internationale et développement' de la Commission européenne (à confirmer)

10h30 Questions et débat / pause

10h50 *Quels acteurs pour quelle(s) stratégie(s) ?*

Table ronde

- Maïna SAGE - Députée de la Polynésie française
- Philippe GOMES - Député de la Nouvelle-Calédonie

12h00 Questions et débat

12h15 **Propos conclusifs : Vers l'établissement d'une « diplomatie climatique » française dans la zone sud-pacifique ?**

Christian LECHERVY - Ambassadeur, Représentant permanent de la France auprès de la Communauté du Pacifique (CPS) et du Programme régional océanien de l'environnement (PROE)

12h45 Questions et débat

13h00 **Buffet de clôture**

PRESENTATION DU COLLOQUE

Ce colloque s'inscrit dans le cadre du projet de recherche STRAFPACC, relatif aux stratégies françaises dans le Pacifique sud face aux changements climatiques, conduit sous l'égide du Conseil supérieur de la Formation et de la Recherche stratégiques (CSFRS) et de l'Université Grenoble Alpes (UGA).

Le projet STRAFPACC, financé par le CSFRS entre septembre 2015 et septembre 2018, regroupe huit chercheurs en droit, science politique, géographie humaine et anthropologie. Le colloque des 5 et 6 juillet 2018 permettra de faire le bilan du projet, de présenter les résultats de recherche obtenus et d'ouvrir sur des questions connexes.

Objectifs scientifiques

Le projet STRAFPACC part du constat que les changements climatiques constituent un risque majeur pour la plupart des États et territoires insulaires du Pacifique sud : l'élévation du niveau des océans, l'érosion côtière, les infiltrations d'eau salée, les sécheresses inhabituelles et les phénomènes météorologiques extrêmes (inondations, raz-de-marée, cyclones) menacent en effet l'habitabilité de plusieurs archipels de la région. Les territoires français du Pacifique Sud (TFP) ne sont pas épargnés par ces phénomènes : Wallis, Futuna, ainsi que plusieurs îles de Nouvelle-Calédonie (Ouvéa) et de Polynésie française (les Tuamotu...) sont particulièrement vulnérables aux bouleversements environnementaux, notamment au risque de submersion.

Dans ce contexte, le rôle et les stratégies politiques, économiques et diplomatiques de la France et de ses territoires dans la région se trouvent questionnés. D'une part, la vulnérabilité des TFP aux changements climatiques rend nécessaire le développement de politiques locales de gestion et d'adaptation aux risques environnementaux, qui ne peuvent être pleinement efficaces qu'avec le soutien de l'État et en coordination avec les politiques publiques nationales. Cette collaboration renouvelée à l'aune des changements climatiques participe pleinement à la redéfinition des relations entre les territoires ultramarins du Pacifique et la métropole, dans le contexte de processus d'autodétermination encore incertains. D'autre part, les questions liées à l'accueil des « déplacés climatiques », à la protection des ressources naturelles et, plus largement, à la lutte contre les changements environnementaux induisent une reconfiguration des relations diplomatiques et stratégiques entre la France et les États insulaires voisins. Si ces relations se sont progressivement normalisées depuis la fin des essais nucléaires, la France reste considérée bien plus comme un partenaire singulier de la coopération régionale, que comme une puissance riveraine. Dans ce contexte, la « diplomatie climatique » de la France pourrait avoir une forte incidence sur son rôle dans la région, alors même que le Gouvernement tend à redéfinir sa stratégie en Asie-Pacifique et les missions de ses forces armées outre-mer.

Organisation du colloque

Le colloque des 5 et 6 juillet 2018 vise précisément à faire état des résultats scientifiques obtenus à l'issue du projet et à soumettre aux représentants des autorités publiques réunis à cette occasion les propositions et recommandations auxquelles l'équipe de recherche sera parvenue. Deux interrogations connexes animeront les débats : quel rôle la France et les territoires français peuvent-ils jouer dans les coopérations mises en place dans la région sud-pacifique face aux

changements climatiques ? Dans ce contexte, la France peut-elle développer une « diplomatie climatique » qui permettrait, à terme, de redéfinir son rôle dans la région ?

- La première journée (jeudi 5 juillet) sera consacrée à **l'analyse des coopérations régionales établies dans la région sud-pacifique face aux changements climatiques**. Le nombre d'organisations régionales, de mécanismes de coopération bi- et multilatérale, de programmes d'aide internationale s'est en effet sensiblement accru cette dernière décennie dans le Pacifique Sud, dans le contexte des changements climatiques. L'objectif est donc d'identifier précisément ces coopérations et leurs moyens, pour déterminer leur efficacité réelle, leurs perspectives d'évolution et le rôle joué par la France et/ou les territoires français dans ces forums.

L'impact des changements climatiques se mesure notamment à l'aune des effets induits d'une part sur les mobilités humaines et, d'autre part, sur l'espace et l'environnement maritimes. Ces deux aspects seront donc mis en exergue, en s'interrogeant sur les enjeux des coopérations régionales en matière de « migrations climatiques », de gestion des espaces maritimes et de protection de l'environnement océanique.

- La seconde journée (vendredi 6 juillet) sera consacrée aux **perspectives de (re)définition de la stratégie française dans la zone sud-pacifique**, en s'interrogeant notamment sur les acteurs intervenant dans la détermination de cette stratégie (territoires / métropole / Europe) et sur le contenu d'une possible « diplomatie climatique française » dans la région. La réaffirmation de la France comme puissance régionale pourrait notamment passer par un renforcement de la coopération régionale et de l'aide internationale pour faire face à la menace environnementale.

Ces discussions permettront de vérifier l'hypothèse centrale du projet STRAFPACC, selon laquelle les stratégies de lutte contre les changements climatiques contribuent à la reconfiguration des enjeux de pouvoir, d'influence et de souveraineté dans le Pacifique sud. Ces stratégies pourraient ainsi influencer sur la situation de la France dans la région, qu'il s'agisse de ses relations avec les territoires français, de ses liens diplomatiques avec les États riverains, ou de son influence dans les forums régionaux. La question climatique pourrait être, à cet égard, le moteur de relations régionales renouvelées.

Responsable scientifique :

Sabine Lavorel : sabine.lavorel@univ-grenoble-alpes.fr

Responsables administratifs :

Elsa Dybkov : elsa.dybkov@univ-grenoble-alpes.fr

Mélanie Pagny : melanie.pagny@univ-grenoble-alpes.fr